

Pas de programme d'éradication du chômage, d'augmentation des salaires et de retraite a 60 ans sans accroissement des richesses produites.

Cette note concerne la répartition de la valeur ajoutée des entreprises entre d'une part les dépenses de salaires (salaires y compris les revenus de formation + cotisations sociales) et d'autre part les excédents bruts d'exploitation (les profits bruts). Le volet réforme de la fiscalité et de ses emplois n'est pas évoqué ici.

1.- L'éradication du chômage (l'emploi ou la formation pour tous) : Salaires supplémentaires.

Si on vise la suppression du chômage il faut prendre en considération qu'il manque actuellement environ 5 millions d'emplois en équivalent temps plein soit 22 % de l'emploi actuel. Au bout d'un processus d'éradication progressive du chômage les dépenses de salaires (*salaires des travailleurs en production + revenus maintenus des travailleurs en formation + cotisations patronales aux taux actuels*) augmenteraient d'autant, soit 22 % de 900 milliards d'euros (*salaires et charges actuels*) c'est à dire 198 milliards moins 40 milliards d'indemnisation du chômage économisé soit :

158 Milliards d'euros

2.- L'augmentation des salaires :

Le SMIC à 1500 euros brut représente une augmentation de 246 euros par mois, 369 euros charges comprises. C'est à dire 4428 euros par an. Près de 20 %.

En augmentant tous les salaires (*en moyenne, c'est à dire plus pour les bas salaires et moins pour les salaires élevés*) **de la même somme**, le coût salarial global (*là aussi salaires des travailleurs en production + revenus maintenus des travailleurs en formation*) augmente de :

4428 € x 27 millions de salariés =

119 Milliards d'euros

(*la somme serait encore plus importante si tous les salaires augmentaient du même taux que le SMIC*)

1 et 2 Si on ajoute la suppression des exonérations de cotisations patronales cela fait au total environ 300 milliards pour les salaires, revenus de formation et cotisations. Ce chiffre approximatif ne prend pas en compte les répercussions sur la masse salariale de la hausse générale des qualifications ni la pression à la hausse des salaires réels qui serait provoquée par la disparition progressive du volant de sous-emploi.

3.- Cotisations supplémentaires pour les retraites

Les partisans du retour à la retraite à 60 ans pour tous avec 37,5 années de cotisations et la calcul sur les 10 meilleures estiment qu'en 2040 les dépenses des retraites s'élèveraient à **400 milliards d'euros de plus** qu'aujourd'hui. Ils estiment que cela est possible si on consacre aux retraites 20 % d'un **PIB doublé**. Il faudrait cependant ajouter une augmentation des pensions dans les mêmes proportions que l'augmentation des salaires c'est à dire au moins 90 milliards de plus. Soit au total 490 milliards. Sachant que 100 milliards pourraient être assurés par les cotisations supplémentaires provenant de l'augmentation du nombre d'emplois et des salaires le coût net supplémentaire serait alors de :

390 milliards d'euros.

Un programme emploi pour tous, salaires, retraites entraînerait donc des dépenses supplémentaires d'au moins **690 milliards d'euros**. (*sans compter le coût des propositions relatives à la santé gratuite ou des aides au logement social si elles sont financées par les cotisations sociales*) **C'est à dire beaucoup plus que la totalité des excédents brut d'exploitation de toutes les entreprises !!**

Ce chiffrage, comme tous les chiffrages, est bien sûr aléatoire et ne considère pas avec rigueur tous les paramètres et leurs variations. Même en prenant en compte d'importantes marges d'erreurs il montre en tout état de cause qu'il est donc complètement illusoire de vouloir réaliser le programme avec la seule modification de la répartition des richesses créées actuelles. Déjà le basculement de 160 milliards n'est pas si simple. Mais prendre la totalité des profits bruts c'est l'option de la pauvreté puisqu'il ne resterait rien pour l'investissement, pas même pour le renouvellement des équipements, rien pour la recherche développement, rien pour les indispensables dépenses de formation (*hors revenus des salariés en formation déjà comptés dans les salaires*) rien pour le remboursement des emprunts. Vouloir imposer une telle orientation ce serait s'engager dans une spirale dangereuse : emplois artificiels, stagnation, sclérose, exportation accrue des capitaux, pauvreté, mécontentement général, réactions violentes.....on connaît la suite sur les libertés et la chute finale. Le PCF a pour sa part tiré depuis longtemps les leçons de l'histoire pour ne pas replonger dans de telles spirales infernales.

Il faut donc bien sûr répartir autrement les richesses mais en créant en même temps les conditions d'un accroissement considérable des richesses créées avec en particulier une nouvelle utilisation des technologies de l'information et de la communication.. Cela est incontournable. Ou bien on veut réaliser le programme de transformation sociale et il faut alors une forte croissance ou bien il faut renoncer à l'essentiel du programme. On comprend que la perspective de la croissance peut causer des révisions déchirantes chez ceux qui pensent sincèrement qu'on pourrait s'en passer. Mais c'est ainsi, on ne peut faire autrement. En même se pose la question du contenu de cette croissance, quel mode de production ? quels biens, quels services développer ? comment ? aux gens d'en décider à tous les niveaux, dans le débat national, dans les entreprises, localement. Cela renvoie à la nécessité de pouvoirs radicalement nouveaux pour les travailleurs dans l'entreprise et les citoyens dans les territoires ne serait-ce que pour identifier les besoins à satisfaire, et ils sont nombreux y compris dans la sphère des biens matériels comme par exemple les immenses besoins de rénovation urbaine, de logement, d'aménagement des territoires, de transports (*collectifs en priorité mais aussi de renouvellement pour un parc automobile non ou peu polluant*)...Mais il faut en tout cas être d'accord sur la nécessité de création de richesses nouvelles.

On ne veut pas non plus d'une France faite principalement d'une petite couche de rentiers privilégiés, d'une minorité de travailleurs hautement qualifiés, de domestiques au service des premiers et d'une masse d'assistés, le tout financé en partie par l'exploitation des travailleurs des pays pauvres et émergents.

Si on choisit la transformation sociale il faut donc inciter à l'investissement dans la production de biens et de services qui soient créateurs d'emploi. C'est ce qui fonde les propositions élaborées par les économistes communistes et adoptées au congrès du PCF : Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, crédit sélectif, réforme des orientations de la BCE, modification du mode de calcul des cotisations sociales.... Avec comme corollaire des pouvoirs accrus pour les travailleurs dans les entreprises et pour les citoyens dans les territoires. C'est cet ensemble de moyens, financiers et pouvoirs qui peut permettre de casser la dictature exercée par les marchés financiers et leurs hommes sur le pays et le peuple.

L'enthousiasme, l'espoir qui se manifestent avec la perspective d'un programme antilibéral et des candidatures communes, la volonté de gagner sont extraordinaires. Mais sans mettre sur la table l'ampleur des problèmes et des défis réels on irait au devant de désillusions dramatiques même en cas de victoire. D'autre part la victoire elle même passe par la crédibilité du programme.